



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

<p>Secrétariat Général Service des Ressources Humaines Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales</p> <p>Bureau des affaires statutaires et réglementaires Adresse : 78, Rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP</p> <p>Suivi par : Benjamin BROUSSE Tél : 01.49.55.53.78 Fax : 01.49.55.83.20 Réf. Interne : NS-TPA-2008</p>	<p>NOTE DE SERVICE</p> <p>SG/SRH/SDDPRS/N2008-1088</p> <p>Date: 20 mars 2008</p>
---	---

Date de mise en application : 1^{er} avril 2008
Nombre d'annexe : 0

Le ministre de l'agriculture et de la pêche
à
Mesdames et messieurs les directeurs et
chefs de service d'administration centrale, des
services déconcentrés, des établissements
d'enseignement et des établissements publics

Objet : Modalités de gestion du temps partiel annualisé

Références : Décret n°2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé dans la fonction publique de l'Etat.
Note de service DGA/SDDPRS/N2001-1303 du 23 octobre 2001 relative au travail à temps partiel et mise en œuvre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail dans les services centraux et déconcentrés.
Note de service DGA/SDDPRS/N2002-1343 du 29 octobre 2002 relative au temps partiel annualisé.

Résumé : La présente note a pour objet de préciser les modalités pratiques de mise en œuvre du temps partiel annualisé (TPA), eu égard notamment à l'utilisation de l'application de gestion des temps Gestor. Elle actualise par ailleurs les éléments de la note de service du 29 octobre 2002 modifiés par la création de la journée de solidarité.

Mots-clés : temps partiel annualisé ; Gestor ; planification

Destinataires	
Pour exécution : Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement Etablissements publics	Pour information : Syndicats IGIR IGVIR

MISE EN ŒUVRE DU TPA DANS L'APPLICATION DE GESTION DES TEMPS

Après quelques années de mise en œuvre de la note de service DGA/SDDPRS/N2002-1343 du 29 octobre 2002 relative au temps partiel annualisé, et après concertation avec les organisations syndicales, il est apparu souhaitable d'apporter diverses précisions quant aux modalités pratiques d'application de ce dispositif.

Dans le cadre du temps partiel annualisé, la demande d'autorisation d'exercer des fonctions à temps partiel doit donner lieu à la réalisation d'un document de programmation annuelle, validé par le chef de service de l'agent concerné. Cette obligation, posée par l'article 2 du décret n°2002-1072 susvisé, en son 5^{ème} alinéa, a été rappelée par la note de service du 29 octobre 2002 susvisée.

Cependant, dans les services utilisant une application informatique de gestion des temps, les plannings pourront n'être traduits dans cette application que pour un trimestre, conformément à la pratique retenue en administration centrale depuis la mise en place du module adéquat dans l'application Gestor. En aucun cas les plannings ne pourront être intégrés dans l'application informatique pour une durée inférieure au trimestre.

En outre, et de façon à permettre plus de souplesse dans la gestion de ce dispositif, les modifications apportées à la programmation initiale pourront être effectuées dans l'application informatique par le chef de service de l'agent concerné, en lieu et place de la mission ou du service des affaires générales compétent. Cette faculté est ouverte à titre expérimental pour une durée d'un an. Il convient également de préciser que, en tant que de besoin, les niveaux hiérarchiques supérieurs peuvent également opérer ces modifications. En outre, la possibilité demeure de confier ces opérations à la mission ou au service des affaires générales.

Aux termes du décret n°2002-1072, de telles modifications ne sont autorisées qu'à titre exceptionnel, soit à la demande de l'agent pour des motifs graves, soit à l'initiative de l'administration, si les nécessités du service le justifient, après consultation de l'agent intéressé.

Cette expérimentation donnera lieu à bilan au mois d'avril 2009.

ACTUALISATION DES DUREES ET JOURS DE SERVICE (JOURNEE DE SOLIDARITE)

Le temps de travail dans la fonction publique de l'Etat a été modifié par la création de la journée de solidarité, suite à la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées et au décret n°2004-1307 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat.

En conséquence, les tableaux de la note de service du 29 octobre 2002 sont modifiés comme suit :

Temps plein	50%	60%	70%	80%	90%
Cas général (art. 1 ^{er} du décret du 25 août 2000) : 1607 heures	803 h 30	964 h 12	1124 h 54	1285 h 36	1446 h 18
Personnels exerçant leurs fonctions dans les abattoirs (à condition d'exercer au moins la moitié de leur activité dans des tâches caractéristiques de l'inspection en abattoir) : 1467 heures	733 h 30	880 h 12	1026 h 54	1173 h 36	1320 h 18

cycle 38h30	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	17	25,5	188
80%	20	15	51	167
70%	17,5	13	76	146,5
60%	15	11	101,5	125,5
50%	12,5	9	126,5	105

cycle 37h00	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	9,5	25,5	195,5
80%	20	8,5	51	173,5
70%	17,5	7,5	76	152
60%	15	6	101,5	130,5
50%	12,5	5	126,5	109

cycle 36h00	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	4	25,5	201
80%	20	3,5	51	178,5
70%	17,5	3	76	156,5
60%	15	2,5	101,5	134
50%	12,5	2	126,5	112

cycle 35h40	CA	Jours ARTT	Jours TP (*)	jours travaillés
90%	22,5	2,5	25,5	202,5
80%	20	2	51	180
70%	17,5	2	76	157,5
60%	15	1,5	101,5	135
50%	12,5	1	126,5	113

Les tableaux relatifs aux cycles "35 h" et "bi-hebdomadaire" restent sans changement, la journée de solidarité étant organisée pour ces cycles selon les modalités prévues par la note de service SG/SRH/SDDPRS/N2006-1002 du 04 janvier 2006 en son paragraphe I – B, soit sans incidence sur les contingents de jours.

Le secrétaire général

Dominique SORAIN